

ECONOMIST CLUB

Association sans but lucratif, l'Economist Club Luxembourg se veut un forum d'échanges, un espace de débat entre économistes. Il est également appelé à prendre position et à faire connaître l'avis de ses membres sur des thèmes économiques d'actualité, en suscitant la discussion, tout en maintenant une certaine rigueur dans la démarche proposée.

PAR ISABELLE LAHR, MEMBRE DE L'ECONOMIST CLUB

La diversification économique au Luxembourg

Si les crises et les fluctuations plus ou moins fortes ont toujours existé par le passé, il faut se rendre à l'évidence que de nos jours, la globalisation et la mondialisation sont devenues telles que lors d'un déclenchement de crise en une région du monde, les répercussions sur les marchés internationaux sont inévitables et rendent de plus en plus complexe la gestion des pertes issues de ces crises.

Le Luxembourg, caractérisé par un degré de concentration de capitaux étrangers élevé et par sa forte dépendance du secteur financier hautement développé, a payé un lourd tribut lors de la récente crise financière.

A l'heure des bilans et des leçons à tirer de cette crise, il est opportun de reconsidérer les secteurs existants de l'économie luxembourgeoise et de se pencher sur les pistes à creuser pour ouvrir cette dernière à d'autres piliers moins vulnérables en cas de problèmes.

L'enjeu est de taille, il s'agit en effet de consolider les secteurs économiques déjà existants et de créer de nouvelles chaînes de valeur au sein de l'économie luxembourgeoise, si possible indépendantes des fluctuations des marchés.

Lancement prochain d'une zone franche pour les biens de valeur (œuvres d'art, vins, voitures de luxe...), hub de logistique, recherche & développement, innovations multiples, technologies de l'information, télécommunications, constitution de réseaux regroupant plusieurs acteurs différents, nouveaux créneaux de la place financière: voilà autant de domaines de diversification de l'économie luxembourgeoise méritant une attention particulière. Cela est d'autant plus vrai suite à la récente crise financière ayant nécessité le concours massif de l'Etat pour soutenir le système bancaire et dont les conséquences se font toujours sentir.

N'oublions cependant pas que l'économie luxembourgeoise présente une multitude de branches d'activité. Citons, par exemple, le caoutchouc, les films plastiques, les frets aérien, routier, ferroviaire et maritime, le verre plat, le secteur agroalimentaire, la construction, les cimenteries, les équipements automobiles... En ce qui concerne le secteur sidérurgique, ArcelorMittal, premier producteur d'acier au monde, est aussi toujours l'employeur le plus important au Luxembourg.

Le secteur financier, lui-même, présente également certains sous-secteurs (*private wealth management*, fonds d'investissement, crédits internationaux, assurances et finance structurée...) offrant encore des potentialités même dans un contexte peu favorable.

Les efforts de diversification ne sont pas nouveaux. En effet, déjà au cours de l'année 2002, le ministère de l'Economie et du Commerce extérieur a lancé les «Cluster-Programs», dont le but est de constituer des réseaux, afin que des acteurs privés (entreprises) et publics (centres de recherche, ministères...) puissent agir en partenariat pour concentrer leurs compétences diverses et contribuer ainsi au développement de l'économie (voir le graphique ci-contre).

La diversification économique nous amène à évoquer les «niches de compétences» qui sont des créneaux, ou segments de marché limités, visant une clientèle bien ciblée et dont le but est de se différencier de la masse de consommation courante. Il s'agit de marchés très étroits (produits offerts par des firmes comme Rotarex, Ceratizit ou IEE) ou de services très spécifiques (commerce électronique). Des niches peuvent aussi exister dans de grands groupes. Par exemple, les rails pour ponts roulants ou palplanches produits par ArcelorMittal. Ou bien encore le fleuron du groupe, les poutrelles Grey, mondialement réputées, qui servent de base aux grandes structures métalliques, comme les gratte-ciel.

Les questions suivantes doivent être posées: quelles sont les ressources disponibles pour diversifier? Quels sont les coûts engendrés et surtout est-ce que le retour sur investissement vaut tous

La «Luxembourg Cluster Initiative» (www.clusters.lu), lancée en 2002 par le gouvernement du Luxembourg, est un élément clé de la politique nationale de recherche-développement et d'innovation, regroupant différents clusters et réseaux d'innovation établis au Grand-Duché.

Cette initiative, animée par Luxinnovation, regroupe les clusters BioHealth, EcoInnovation, ICT, Materials et Space. La «Luxembourg Cluster Initiative» travaille en étroite collaboration avec le Cluster for Logistics Luxembourg et le Cluster Maritime Luxembourgeois.



les efforts? Les résultats escomptés d'une politique de diversification peuvent se faire attendre et ne peuvent souvent qu'être appréciés sur le long terme, alors que de nos jours les retombées économiques doivent se produire à court terme.

Il reste aussi à voir si d'autres pays ne sont pas en train de développer des secteurs similaires. Avant de pouvoir parler de niche, il faut observer comment les créneaux se développent. Le risque est souvent de se faire dépasser par un outil encore plus performant (exemple typique: le téléphone mobile).

Certaines firmes peuvent disparaître en cours de route, que ce soit par fermeture totale ou partielle (Monsanto, TDK), liquidation, faillite (Valfond...) ou délocalisation (Villeroy & Boch...).

Les défis à relever en termes de diversification économique sont multiples. Le secteur financier doit être consolidé. Il est et restera porteur de l'économie, quoique très concurrencé par d'autres places financières.

Les atouts du Luxembourg sont pourtant indéniables. Sa position géographique centrale en Europe, son intégration dans la Grande Région et son multilinguisme en font un acteur de premier ordre pour attirer de nouveaux partenaires qu'il s'agira d'accompagner par une infrastructure adéquate à la hauteur de leurs espérances (incitations fiscales, cadres législatif et administratif adéquats...).

A l'heure actuelle, quelque 150 sociétés sont actives au Luxembourg dans le domaine des technologies à caractère environnemental. Citons comme exemple le cas de la société Epuramat, dont l'activité s'étend depuis le traitement et la purification des eaux usées jusqu'à la production d'énergie alternative, la «clean energy». De tels concepts sont nécessaires et pourront certainement attirer d'autres sociétés.

Une piste à creuser davantage sera le recyclage (bois, verre, caoutchouc, électronique, électroménager, batteries, déchets de verdure, réduction de l'usage du plastique...). Ainsi le taux de recyclage pourra s'accroître et le rendement des matières premières sera plus efficace. Il s'agit d'ailleurs d'une préoccupation majeure au niveau européen, l'enjeu étant que des déchets exportés dans des pays non-OCDE puissent rester en Europe pour y être recyclés afin d'en faire des produits de substitution.

Il faudra aussi penser à un temps «après le pétrole» en développant les énergies alternatives/renouvelables (biomasse, éoliennes...). Des économies d'énergie tant au niveau de la consommation de carburant (introduction de voitures hybrides, électriques) que des habitations (isolations) sont certainement encore possibles.

Sans prétendre à l'exhaustivité du propos, le but de la présente contribution a été de porter un regard

différent sur notre économie en insistant sur sa diversification bien réelle à côté d'un secteur financier très développé et en gardant à l'esprit que notre pérennité passera également par le secteur industriel, héritage principal du Luxembourg.

Les nombreuses missions économiques ne sont pas vaines pour faire connaître notre pays à l'étranger. Il s'agit de trouver de petites entités hautement spécialisées, car attirer la grande industrie n'est plus possible. La recherche de partenariats internationaux serait à recommander afin de partager les responsabilités et les enjeux financiers.

Une concertation de tous les acteurs est nécessaire pour renforcer globalement notre économie. Gageons que notre classe politique saura relever les défis qui s'imposent à elle. ●